**En Syrie, le régime continue à massacrer les civils**

L'image, forte, a fait le tour du monde. Au milieu d'immeubles en ruine et enfermés dans une cage, une dizaine d'enfants syriens engoncés dans des combinaisons orange brandissent des pancartes rappelant aux médias leur devoir d'exhaustivité : "Nous avons vu vos médias quand le pilote jordanien s'est fait brûler, mais nous ne les avons pas vus quand les enfants de Douma se sont fait brûler." Diffusée le 15 février, cette photo prise à Douma, en banlieue de Damas, attire l'attention sur le fait que le pilonnage des civils auquel se livre l'armée syrienne n'est pas moins cruel que l'immolation d'un militaire jordanien par les djihadistes de l'organisation État islamique (EI).

Alors que le monde entier a les yeux rivés sur les atrocités commises par l'EI, Bachar el-Assad continue de tuer les civils syriens en toute impunité. Depuis le 1er février, Douma, située dans la Ghouta orientale à une dizaine de kilomètres au nord-est de Damas, subit des attaques sans précédent. Si les bombardements du régime ne cessent jamais vraiment dans cette ville contrôlée par les rebelles depuis octobre 2012, les dix premiers jours du mois ont été particulièrement meurtriers. "Du 1er au 9 février, le régime a bombardé tout le secteur de la Ghouta orientale comme jamais il ne l'avait fait auparavant", témoigne Ahmad\*, un médecin travaillant dans un centre médical de Douma joint par Skype. "Il y a eu 114 attaques dont 84 juste sur Douma."

Le nombre de victimes est proportionnel à l'intensité des bombardements. "Le régime a visé les lieux fréquentés par les habitants, notamment des écoles, c'est pour cela qu'on a un grand nombre de personnes tuées", continue le médecin. "120 personnes sont mortes en seulement une semaine." Ahmad précise que parmi ces victimes, au moins 40 sont des enfants. Selon le Centre de documentation des violations (VDC), organisation indépendante qui répertorie les violations des droits de l'homme en Syrie depuis avril 2011, pas moins de 1 000 personnes ont aussi été blessées.

"Brûlés vifs": "Le 5 février a été vraiment horrible", déplore Hassan\*, un activiste des comités locaux de coordination (LCC) présent sur place que nous avons contacté par Skype. "En un seul jour, il y a eu 35 raids aériens sur Douma, on a identifié les corps de 22 victimes et une vingtaine d'autres étaient méconnaissables." Écoles, marchés : les lieux de vie ont été visés en priorité. Hassan estime que le 9 février a été le jour le plus meurtrier : "Le souk de Douma a été bombardé, plus de quarante personnes sont mortes et quand je suis arrivé, on a retrouvé des corps brûlés vifs", décrit-il. "D'autres personnes étaient brûlées à plus de 60 %, autant dire qu'elles étaient condamnées à mourir, on les a enterrées peu après."

Pharmacien de formation, Hassan explique que venir en aide aux grands brûlés est extrêmement difficile à Douma : pour faire pression sur cette ville prise par les rebelles, le régime a mis en place un véritable blocus depuis octobre 2013. Il est interdit à quiconque d'entrer ou de sortir de la ville, et d'y introduire nourriture et médicaments. Seule une livraison exceptionnelle du Croissant rouge a été autorisée en novembre dernier. Pénurie de médicaments et matériel médical

La ville fait donc face à une pénurie de fournitures médicales fatale pour les blessés : "Les brûlures entraînent une insuffisance rénale aiguë qui doit normalement être traitée par l'usage de divers sérums, mais nous n'avons rien à Douma", poursuit Hassan. "On fabrique nos propres médicaments, mais ils sont de très mauvaise qualité et il n'y a aucune stérilisation quand on soigne les blessés."

"Comment sauver des vies sans médicaments ?" se désespère Ahmad, le médecin. "On a dû venir en aide aux victimes qui se trouvaient dans un immeuble de quatre étages qui s'est effondré après un raid du régime." Le médecin décrit avoir été "hystérique" devant son impuissance : "On a essayé de faire notre possible pour sauver des vies, mais on est arrivé à un point où on ne peut plus rien faire", regrette-t-il. "Il y avait plus de dix personnes brûlées au troisième degré, dont trois enfants et plusieurs cas d'amputation aussi."

L'organisation Médecins sans frontières, qui soutient des cliniques dans la Ghouta orientale, dénonce ces attaques. "Le nombre de patients soignés dans les hôpitaux qu'on supporte est arrivé à saturation", a expliqué à l'Agence France-Presse le directeur des opérations de MSF Bart Janssens. L'ONG précise que deux des structures qu'elle soutient ont été bombardées le 5 février. "Parmi les victimes se trouvent beaucoup de femmes et d'enfants", regrette Hassan. "Le régime dit viser l'Armée de l'Islam, qui est le groupe rebelle le plus fort à Douma, mais en fait il tue des enfants !"

Divisions: l'offensive de l'armée syrienne sur Douma a été lancée après que le groupe rebelle salafiste de l'Armée de l'Islam a attaqué le centre de Damas avec des obus et roquettes le 5 février dernier. Une dizaine de civils sont morts dans cette opération. Deux jours plus tôt, leur chef, Zahran Allouch, avait prévenu qu'il riposterait aux bombardements du régime sur Douma : depuis le début de l'année, toute la région de la Ghouta orientale subit en effet des attaques aériennes aussi intenses qu'aléatoires.

Selon le VDC, 150 civils avaient déjà péri dans les bombardements du régime en janvier 2015, dont 60 à Douma. "Au final, l'attaque de l'Armée de l'Islam sur Damas a engendré des représailles dont sont victimes les civils", constate Hassan devant la détermination de l'armée syrienne à écraser toute velléité des rebelles. Très divisés sur le terrain, leur action ne fait pas l'unanimité. L'Armée de l'Islam s'oppose en effet régulièrement à d'autres groupes armés pour le contrôle de la ville. Son chef est aussi soupçonné d'être responsable de la disparition de l'avocate et militante des droits de l'homme Razan Zaitouneh, fondatrice du VDC, ainsi que de trois autres activistes. Enlevés par des hommes armés en décembre 2013, ils sont toujours portés disparus.